

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

### ***Maîtrise d'ouvrage***

Direction interdépartementale des routes du Massif Central

### ***Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)***

Monsieur le directeur interdépartemental des routes du Massif Central

### ***Objet du marché***

Fourniture et pose d'une pompe à chaleur réversible AIR/EAU

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

|  | Pages |
|--|-------|
| ARTICLE PREMIER. OBJET-INTERVENANTS- DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....                                 | 3     |
| 1-1. Objet du marché.....  | 3     |
| 1-2. Décomposition en tranches, alotissement.....  | 3     |
| 1-3. Intervenants.....   | 3     |
| 1-3.1. Conduite d'opération.....   | 3     |
| 1-3.2..Contrôle technique.....   | 3     |
| 1-3.3. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) 4 | 4     |
| 1-4. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....                   | 4     |
| 1-5. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....   | 5     |
| 1-5.1. Intervenants étrangers.....   | 5     |
| 1-5.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....                   | 5     |
| 1-5.3. Responsabilités et Assurances.....  | 6     |
| 1-5.4. Clauses sociales et environnementales.....  | 7     |
| 1-5.5. Forme des notifications.....  | 7     |
| ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....   | 8     |
| ARTICLE 3. RÉMUNÉRATION - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES<br>PRIX.....                | 9     |
| 3-1. Règlement des comptes.....  | 9     |
| 3-1.1. Modalités de transmission et de paiement.....   | 9     |
| 3-1.2. Modalités particulières de paiement.....  | 10    |
| 3-1.3. Demande de paiement finale et décompte général définitif.....                             | 10    |
| 3-2. Variation dans les prix.....  | 10    |
| Les prix sont fermes, non révisables et non-actualisables.....                                   | 10    |
| 3-3. Modifications du montant du marché.....   | 11    |
| 3-3.1 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....       | 11    |
| 3-3.2 Augmentation du montant des travaux.....   | 11    |
| ARTICLE 4. DÉLAIS ET PÉNALITÉS.....  | 12    |
| 4-4.1 Prolongations de délais.....   | 12    |
| 4-4.2 Prestations.....   | 13    |
| ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....  | 19    |
| 5-1. Retenue de garantie.....  | 19    |
| 5-2. Avances.....  | 19    |
| ARTICLE 6. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....                                      | 19    |
| 6-1. Remise des documents.....   | 19    |
| 6-2. Achèvement de la mission.....   | 19    |
| 6-3. Résiliation.....  | 19    |
| 6-3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général.....   | 19    |
| 6-3.2. Résiliation pour faute du titulaire ou cas particulier.....                               | 19    |
| ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....  | 20    |

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

*Les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux s'appliquent au présent marché (CCAG-T). Certaines modalités du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) peuvent toutefois déroger. La liste des articles du CCAP dérogeant au CCAG-T est donnée en fin du présent document.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET-INTERVENANTS- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1-1. Objet du marché

Il s'agit de remplacer la pompe à chaleur existante par une pompe à chaleur AIR/EAU réversible (chauffage / climatisation) compatible avec le fonctionnement actuel du système.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

**60, avenue de l'Union Soviétique, 63000 Clermont-Ferrand**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

### 1-2. Décomposition en tranches, alotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

### 1-3. Intervenants

#### 1-3.1. Conduite d'opération

Direction Départementale des Territoires du Puy-de-Dôme – Pôle Maîtrise d'Ouvrage Bâtiment

#### 1-3.2..Contrôle technique

La mission de contrôle technique sera effectuée par SOCOTEC CONSTRUCTION ET IMMOBILIER.

Contact : Maria CLUZEL, [maria.cluzel@socotec.com](mailto:maria.cluzel@socotec.com), 06 09 85 64 37

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont relatives :

- **Mission LE**, vise la solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation. Après l'examen de l'état apparent ou l'analyse d'un diagnostic fourni, le contrôleur vérifie que les travaux neufs ne compromettent pas la solidité des parties anciennes.
- **Mission PV**, relative au récolement des procès-verbaux des essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur les installations qui sont définies par le domaine d'intervention.
- **Mission F**, relative au fonctionnement des installations.

Le titulaire doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître d'ouvrage lui a notifié, afin d'obtenir un accord sans réserve au stade de la réalisation.

Si ces remarques interviennent après la mise au point du marché et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour le titulaire. Cette rémunération est négociée avec le maître d'ouvrage et un avenant est établi, le cas échéant.

### **1-3.3. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)**

Le maître d'ouvrage s'est adjoint les services du contrôleur technique QUALICONSULT SÉCURITÉ malgré le caractère non obligatoire pour les prestations du présent marché.

Contact : Faty DIA, [faty.dia@qualiconsult.fr](mailto:faty.dia@qualiconsult.fr), 07 63 65 62 54

### **1-4. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant du maître d'ouvrage (RMO), du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG-T.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-5. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

### **1-5.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

## 1-5.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG-T.

## 1-5.3. Responsabilités et Assurances

### a/ Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur.

#### b/ Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants dès lors qu'ils sont adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### c/ Assurances de responsabilité civile décennale :

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le titulaire déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés .

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifiera d'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances émanant de sa société d'assurances.

Il devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

#### d/ Dispositions communes :

Le non-respect des obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### 1-5.4. Clauses sociales et environnementales

##### a/ Clauses sociales

Sans objet.

##### b/ Clauses environnementales

- Conformément à l'article 36 du CCAG, le titulaire devra communiquer un schéma d'organisation et de gestion des déchets au maître d'ouvrage pendant la période de préparation
- Les fluides mis en œuvre doivent être autorisés en 2030 au sens de la réglementation F-GAS.

Le présent règlement de consultation y associe un sous-critère d'évaluation des offres concernant le potentiel de réchauffement global (PRG).

#### 1-5.5. Forme des notifications

Le CCAG-T s'applique.

En complément de l'article 3.1 du CCAG-T, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.



## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières,
- Le calendrier prévisionnel des travaux annexé à l'AE,
- La décomposition des prix générale et forfaitaire (DPGF),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-T),
- les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation,
- l'offre technique du titulaire (mémoire technique), composée de pièces écrites et éventuellement graphiques,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

## **ARTICLE 3. RÉMUNÉRATION - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX**

### **3-1. Règlement des comptes**

#### **3-1.1. Modalités de transmission et de paiement**

##### **a/ Modalités de transmission des pièces de paiement**

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État..

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que : :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage
- Le code du service exécutant de la dépense « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* ».

##### **b/ Modalités de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année

civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### 3-1.2. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG Travaux, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### 3-1.3. Demande de paiement finale et décompte général définitif

La demande de paiement finale et le décompte général définitif sont établis et transmis au représentant du maître d'ouvrage conformément au CCAG-T.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes

réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

## **3-2. Variation dans les prix**

**Les prix sont fermes, non révisables et non-actualisables.**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

## **3-3. Modifications du montant du marché**

### **3-3.1 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

### 3-3.2 Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-T, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DÉLAIS ET PÉNALITÉS**

### **4-1. Délais**

Les délais d'exécution sont fixés par le calendrier prévisionnel des travaux de l'offre finale du candidat retenu, annexé à l'acte d'engagement.

Les chapitres 2.8 et 2.9 du règlement de consultation fixent les exigences du maître d'ouvrage en matière de délais.

En particulier :

- Le délai de préparation court à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la prestation. La période de préparation s'inscrit dans le délai global de réalisation des travaux.
- Le délai d'exécution des travaux correspond à la durée comprise entre la date de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et la date de demande de réception des travaux que l'entreprise fait au maître d'ouvrage.

### **4-2. Calendrier détaillé d'exécution**

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire du marché durant la période de préparation. Il doit être signé par le titulaire du marché et validé par le maître d'ouvrage.

Le titulaire du marché soumet le calendrier détaillé 15 jours avant la fin de la période de préparation, afin que le maître d'ouvrage puisse consulter le CSPA et le CT pour avis sur le document.

Le calendrier détaillé d'exécution validé est notifié au titulaire avant la fin du délai de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution peut être modifié après concertation. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 19.2 du CCAG-T.

### **4-4. Clauses de réexamen**

#### **4-4.1 Prolongations de délais**

Une prolongation du délai d'exécution pourra être décidée par le maître d'ouvrage dans le cas suivant:

- Les intempéries pouvant décaler l'acheminement et le grutage de la PAC. Les journées d'arrêt de chantier ayant fait l'objet de déclarations et prises en compte

de la Caisse des Congés dûment constatées par le maître d'ouvrage et pour lesquelles l'entreprise concernée aura transmis les relevés météorologiques démontrant que les intensités limites suivantes ont été dépassées :

- Pluies : 25 mm / 24 h en continu entre 6 h et 18 h pour des travaux extérieurs,
- Gel : -5 °C pendant 24 heures pour des travaux extérieurs
- Vent : supérieur à 70 km/h en continu entre 6 h et 18 h
- Neige : épaisseur supérieure à 10 cm entre 6 h et 18 h pour des travaux extérieurs.

Les intensités faisant foi seront relevées à la station de METEO FRANCE la plus proche.

Le délai d'exécution pourra, éventuellement être prolongé après décision du maître de l'ouvrage. Cette prolongation du délai fera l'objet d'une modification du marché public et sera notifiée par ordre de service suivant les dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG-T.

Il est stipulé que les travaux supplémentaires sont réputés devoir être exécutés à l'intérieur du délai contractuel global, dans tous les cas où il n'existe pas une disposition expresse contraire dans l'ordre de service les concernant.

Nota : Caractère intangible du délai ne pourra être modifié :

- du fait des entreprises et de leurs défaillances
- du fait de l'intervention de leurs sous-traitants ou de leur défaillance,
- du fait de l'intervention éventuelle du Bureau de Contrôle, du coordonnateur SPS,
- du fait des congés ou de la pénurie de la main-d'œuvre.

#### **4-4.2 Prestations**

Dans l'hypothèse où l'État procéderait, lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers agissant pour son compte, en cours de validité du présent contrat, à la conclusion d'un marché public avec un ou plusieurs fournisseurs tiers ayant pour objet la fourniture de pompes à chaleur, les parties conviennent de se rencontrer dans le cadre prévu à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

Les parties procéderont alors à un réexamen des conditions techniques, administratives et financières du présent contrat en cours de validité, afin de permettre à l'acheteur d'imposer l'utilisation par le titulaire des pompes à chaleur achetées auprès du ou des fournisseurs tiers titulaires du marché public de fourniture conclu par la personne publique.

Les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour discuter de bonne foi et aboutir à la conclusion d'un avenant dans les meilleurs délais.

#### **4-5. Pénalités**

Les pénalités ne seront dues qu'à la condition que le fait générateur ait fait l'objet d'une notification écrite du représentant du maître d'ouvrage (le courrier électronique étant un mode de notification valable). Les pénalités éventuellement applicables seront déduites de la facture.

- Pénalités pour le personnel non qualifié

Lorsque le contrôle par un représentant du maître d'ouvrage aura permis de constater qu'un agent de l'entreprise travaillant sur le chantier ne possède pas les qualifications requises pour effectuer une prestation, il sera appliqué à l'entrepreneur, par constatation et en réfaction des prestations à facturer, une pénalité de 600 euros HT (dérogation au CCAG-T).

En plus de cette pénalité, le représentant de la collectivité a le droit d'exiger de l'entreprise qu'elle retire des chantiers, ateliers ou bureaux toute personne pour insubordination, incapacité, manque de qualification ou défaut de probité.

- Pénalités pour non-respect des délais pour l'exécution des travaux

Lorsque le délai d'exécution des travaux et des prestations est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 1 000€ HT par jour de retard.

- Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-T, les pénalités suivantes seront appliquées :



| Éléments  | Point de départ du délai   | Délai  | Pénalités   | Mise en œuvre de la pénalité                |
|---|--|--|---|---|
| Transmission des attestations d'assurance (hors Garantie Décennale)                         | Notification du marché   | 15 jours                                     | 350 € (trois cent cinquante euros) par jour calendaire de retard  | Simple constatation par le Maître d'Ouvrage |
| Retard dans la transmission des sous-détails de prix (cf. article 3.4.4 du présent CCAP)    | Date de la demande   | 20 jours                                     | 150 € (cent cinquante euros) par jour calendaire de retard  | Simple constatation du Maître D'Ouvrage     |
| Retard dans l'Exécution des travaux   | Date de l'ordre de service de démarrage de l'opération   | Acte d'Engagement ou le Planning d'exécution | 1/1 000ème (un millième) par jour calendaire du montant du Marché, sans être inférieure à 300 € par jour calendaire | Simple constatation par le Maître d'Ouvrage |
| Remise de documents en cours de marché sauf documents traités ci-dessus et ci-dessous       | Date de réception de la demande après constatation par le Maître d'oeuvre ou le Maître d'Ouvrage | Prévu au marché ou indiqué dans la demande   | 150,00 € (cent cinquante euros) par jour calendaire de retard et par document ou objet non remis.                   | Simple constatation par le Maître d'Ouvrage |
| Remise des documents fournis après exécution (DOE) : article 9.4.2 du présent CCAP          | Date de la notification de réception des travaux   | 1 mois                                       | 150,00 € (cent cinquante euros) par jour calendaire de retard.  | Simple constatation par le Maître d'Ouvrage |
| Remise des documents d'exploitation fournis après exécution (article 9.4.1 du présent CCAP) | Date de réception des travaux (indiquée dans le PV des OPR)                                      | Sans délai                                   | 500,00 € (cinq cents Euros) par jour calendaire de retard.  | Simple constatation par le Maître d'Ouvrage |
| Repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux                     | Date de réception des travaux (indiquée dans le PV des OPR)                                      | 1 mois                                       | 500,00 € (cinq cents euros) par jour calendaire de retard.  | Simple constatation par le Maître d'Ouvrage |

| Retard dans la levée des réserves après réception  | Date de réception des travaux (indiquée dans le PV des OPR) | 2 semaines | 500,00 € (cinq cent euros) par jour calendaire de retard. | Simple constatation par le Maître d'Ouvrage   |
|--|---|------------|---|---|
| Éléments   | Point de départ du délai                                    | Délai      | Pénalités   | Mise en œuvre de la pénalité  |
| Retard aux réunions de chantier  | Heure de réunion fixée dans le compte rendu précédent.      | 1/2 heure  | 50,00 € (cinquante euros) par retard.                     | Constatation immédiate  |
| Absence aux réunions de chantier   | Date de réunion fixée dans le compte rendu précédent.       | sans objet | 100,00 € (cent euros) par absence.                        | Constatation immédiate  |
| Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, le maintien en bon état de propreté et le nettoyage du chantier, la sécurité, et à la signalisation de chantier.  | Date du constat écrit                                       | sans objet | 500,00 € (cinq cents Euros) par infraction                | Constatation immédiate contradictoire entre le Maître d'Ouvrage ou le CSPS et les Entrepreneurs |
| Non-respect des règlements locaux en matière d'émission de bruits de chantier  | Date du constat écrit                                       | sans objet | 500,00 € (cinq cents Euros) par infraction                | Constatation immédiate contradictoire entre le Maître d'Ouvrage et les Entrepreneurs            |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilisation d'un circuit non réservé au chantier</li> <li>- Carence en matière d'ouverture et de fermeture du chantier</li> <li>- Tenue non conforme</li> <li>- Non-respect de l'interdiction de fumer ou de vapoter</li> <li>- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites</li> </ul> | Sans objet  | Sans objet | 150,00 € (cent cinquante Euros) par infraction            | Simple constatation par le Maître d'Ouvrage ou le CSPS  |

| - Branchement ou raccordement des outillages électriques de chantier aux installations électriques existantes sans accord préalable expresse du Maître d'Ouvrage   |  |            |   |  |
|--|--|------------|---|--|
| Éléments   | Point de départ du délai   | Délai      | Pénalités                                       | Mise en œuvre de la pénalité   |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus</li> <li>- Présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins</li> </ul> | Sans objet   | Sans objet | 150,00 € (cent cinquante Euros) par infraction  | Simple constatation par le Maître d'oeuvre ou le Maître d'Ouvrage ou le CSPS |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de dispositifs de balisage des engins stationnés sur voirie</li> <li>- Absence de protection des personnes et du matériel lors des opérations de grutage sur domaine public</li> </ul>  | Sans objet   | Sans objet | 150,00 € (cent cinquante Euros) par infraction  | Simple constatation par le Maître d'oeuvre ou le Maître d'Ouvrage ou le CSPS |
| Constat des désordres signalés en GPA (article 9-5-1 du présent CCAP) et en garantie de bon fonctionnement des installations (article 9-5-4 du présent CCAP)   | Date de la demande envoyée par le Maître d'Ouvrage à l'entreprise après constatation par le Maître d'OEuvre ou le Maître d'Ouvrage | 24 heures  | 500,00 € (cinq cents Euros) par jour calendaire | Simple constatation par le Maître d'OEuvre ou le Maître d'Ouvrage            |

|  |   |                                       |  |   |
|--|---|---------------------------------------|--|---|
| Réparation des désordres constatés en GPA (Article 9-5-1 du présent CCAP) et en garantie de bon fonctionnement des installations (article 9-5-4 du présent CCAP) | Date de la demande d'intervention transmise à l'entreprise constatation par le Maître d'OEuvre ou le Maître d'Ouvrage | 10 jours                              | 1 000 € (mille euros) par jour calendaire            | Simple constatation par le Maître d'OEuvre ou le Maître d'Ouvrage |
| Communication du contrat de sous-traitance   | Date notification de la demande.  | 15 jours                              | 1/1 000 (un millième) par jour calendaire de retard. | Simple demande  |
| Constat de sous-traitance occulte (cf. article 1-8 du présent CCAP)  | Date du constat par le MO, le MOE ou le CSPS  | Sans délai                            | 1 500 € (mille cinq cent euros)                      | Simple Constat  |
| <b>Éléments</b>  | <b>Point de départ du délai</b>   | <b>Délai</b>                          | <b>Pénalités</b>                                     | <b>Mise en œuvre de la pénalité</b>                               |
| Retard dans la régularisation d'un sous-traitant (cf. article 1-8 du présent CCAP)   | Date de la mise en demeure de régularisation  | Délai contenu dans la mise en demeure | 1 500 € (mille cinq cent euros) par jour calendaire  | Mise en demeure   |
| Absence du port de la Carte BTP (cf. Article 8-4-1 du présent CCAP)  | Date du constat   | Sans délai                            | 150 € (cent cinquante euros) par jour calendaire     | Simple constatation par le Maître d'Ouvrage ou le CSPS            |
| Non transmission des copies des cartes PRO BTP (cf. Article 8-4-1 du présent CCAP)   | Date de Diffusion du PPSPS  | Sans délai                            | 100 € (cent euros) par jour calendaire               | Simple constatation par le Maître d'Ouvrage ou le CSPS            |
| Non transmission de l'enregistrement des personnes employées sur le chantier (cf. Article 8-4-1 du présent CCAP)   | Date de la demande  | 15 jours                              | 150 € (cent cinquante euros) par jour calendaire     | Simple demande du Maître d'Ouvrage au CSPS                        |
| Absence de déclaration de détachement de salariés étrangers (cf. article 10 du présent CCAP et annexe 3 CCAP)  | Date du constat écrit   | Sans objet                            | 1 500 € net (mille cinq cent) par jour calendaire    | Simple constatation par le Maître d'Ouvrage ou le CSPS            |
| Défaut de communication  | Date de la  | 15 jours                              | 3 000 € net  | Simple demande  |

|   |   |            |  |                                    |
|---|---|------------|--|------------------------------------|
| de la déclaration de détachement de salariés étrangers (cf. Article 10 du présent CCAP)                                   | demande                                       |            | (trois mille euros) par jour calendaire              | du Maître d'Ouvrage                |
| Non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail<br>(cf. Article 10 du présent CCAP) | Date de la demande                            | 15 jours   | 1 500 € net<br>(mille cinq cent) par jour calendaire | Simple demande du Maître d'Ouvrage |
| Manquement à l'obligation d'information concernant les données administratives prévue à l'article 10 du présent CCAP      | Date de la notification de la mise en demeure | sans objet | 500,00 € (cinq cents Euros) par jour calendaire      | Après mise en demeure.             |

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Une avance pourra être accordée au titulaire.

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Option A

"A.10.1. Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 ou que le marché de défense ou de sécurité respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2391-1.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité.

Dans le cas du présent marché, l'avance est fixée à 20%.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché.

Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

## **ARTICLE 6. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **6-1. Remise des documents**

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RMO, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : [pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt].

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

## **6-2. Achèvement de la mission**

La prestation du titulaire s'achève à l'issue de la durée de 1 an (première année d'assistance et de maintenance de l'installation demandée au CCTP) après la réception sans réserve des travaux d'installation de la nouvelle PAC ou lorsque le RMO décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le représentant du maître d'ouvrage.

## **6-3. Résiliation**

Il sera fait, le cas échéant, application du CCAG-T.

### **6-3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le CCAG-T s'applique.

### **6-3.2. Résiliation pour faute du titulaire ou cas particulier**

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

|            |                    |                  |
|------------|--------------------|------------------|
| CCAP 3-3.2 | déroge à l'article | 14.4.3 du CCAG-T |
| CCAP 4.5   | déroge à l'article | 20.1 du CCAG-T   |